

## Des fonds pour le Projet Développement urbain intégré de Balbala



Le Ministre de l'Economie et des Finances, **M. Ali Farah Assoweh**, l'Ambassadeur de France à Djibouti, **M. Dominique Decherf**, et le directeur du département Afrique de l'Agence Française de Développement (AFD), **M. Jean Marc Gravellini**, ont cosigné jeudi 06 novembre 2008 une convention de financement, d'un montant de 5,5 millions Euros, soit l'équivalent de 1,4 milliard FD. La cérémonie de signature s'est déroulée au cabinet du Ministre en présence de deux de ses principaux collaborateurs, M. Simon Mibrathu et M. Almis Mohamed Abdillahi, du directeur général de l'ADDs, M. Kadar Ismail Guelleh, et du directeur de l'agence locale de l'AFD, **M. Yves Boudot**.

Après le financement du projet de réduction de la pauvreté urbaine de PK12 qui s'est couronné de succès, l'enveloppe sous forme de don du nouveau projet va servir de financement au nouveau projet de développement urbain intégré dans les quartiers 12, 14 et 15 (8M, 3T et Walhedaba) de la commune de Balbala. Notons que l'ADDs (agence djiboutienne de développement social) en est le maître d'ouvrage délégué. Le chantier, qui devrait aboutir dans quatre ans sauf imprévu, comporte diverses composantes.

Rappelons également que l'agence djiboutienne a défini les volets développement social, infrastructures et équipements du projet en totale concertation avec les autorités communales et les habitants des trois quartiers concernés. Son cahier de charges prévoit l'extension de la voirie et des réseaux d'eau et d'électricité sur une distance de 6 Km, l'offre de petits équipements pour les dispensaires, la construction d'un terminal de bus et mini bus.

La mise en place d'un fonds de développement social aussi qui va subventionner les initiatives locales en faveur de l'accès à l'éducation de base et aux formations professionnelles, du renforcement de capacités des promoteurs de micros projets générateurs de revenus et de l'accompagnement professionnel. Il est clair que le don de l'AFD va contribuer de manière significative aux efforts des pouvoirs publics, censés mettre en œuvre les grandes orientations de l'INDS sur le terrain. Bref, l'octroi de ce financement vient matérialiser l'engagement de la France à soutenir le développement durable de Djibouti.